Discours de Javier Milei

Président de la République argentine, lauréat du PEF Prize 2026

Paris — 2 octobre 2026

TRADUCTION FRANÇAISE · DISCOURS PRONONCÉ EN ESPAGNOL

Bonjour à tous.

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour ce prix. Je tiens également à vous remercier pour le privilège qu'a représenté la réunion qui a précédé cette cérémonie. Avoir véritablement la possibilité de m'entretenir avec un géant de la pensée, un grand maître comme Philippe Aghion, est un immense privilège. Mais c'est un motif de joie supplémentaire lorsque cette personne appartient, de surcroît, au domaine dans lequel on a soi-même travaillé et dans lequel on s'est spécialisé, depuis une position bien plus modeste. Pour ma part, j'ai choisi d'étudier l'économie et, au fil des années, j'ai décidé de me spécialiser dans la croissance économique.

L'une des choses les plus merveilleuses qui me soient arrivées tout à l'heure, en parlant avec le professeur Aghion, a été d'apprendre que la raison pour laquelle il s'est consacré à la croissance économique était précisément sa préoccupation pour la pauvreté et pour la manière d'en sortir la population.

Au même instant m'est revenue à l'esprit une phrase qui figure dans de nombreux manuels de croissance économique, une phrase de Robert Lucas Jr., très saisissante. Elle dit : « Les conséquences de ce type de questions sur le bien-être humain sont véritablement vertigineuses, à tel point que, lorsqu'on commence à y penser, on ne peut plus jamais penser à autre chose. »

Quand on lit cette phrase, elle est vraiment frappante. Mais lorsqu'on se met à étudier la croissance économique, on ne peut plus cesser de penser en ces termes. Et pendant que je parlais avec le professeur Aghion, c'est ce qui a flotté tout au long de notre échange.

Il existe en outre différentes explications de la croissance économique. Pour ma part, en tant que simple étudiant de la discipline, je me suis trouvé face à un éventail d'options, et un courant de pensée m'a paru plus séduisant que les autres : précisément le courant schumpétérien, ou néo-schumpétérien, porté par le professeur Aghion. Je lui ai d'ailleurs raconté la belle expérience qu'a été pour moi la lecture des ouvrages qu'il a écrits avec Howitt.

Cette première partie de mon intervention vise donc à vous remercier pour ce prix, à vous remercier de me permettre d'être ici, et à vous remercier pour le privilège d'avoir pu échanger avec le professeur. D'ailleurs, il semble que je sois en veine ces dernières semaines, car il y a quelques jours, j'ai également eu le privilège de rencontrer Xavier Sala-i-Martín.

La première chose que je souhaite exprimer est donc ma profonde gratitude pour ce magnifique moment que vous m'offrez, dans une tâche plutôt ingrate, où l'on doit affronter toutes sortes de circonstances et assumer quantité de sacrifices. Il faut supporter les mensonges, les calomnies, les injures, des propos qui salissent sa réputation et son honneur, ainsi que ceux de sa propre famille. Mais il y a aussi quelque chose qui en vaut la peine : on est en train d'écrire une page de l'histoire. Et quand surviennent des moments comme celui-ci, la satisfaction s'en trouve considérablement accrue.

Cela étant dit, je voudrais vous expliquer en quoi cette approche de la croissance économique est l'élément déterminant à partir duquel nous concevons les politiques publiques, et la politique économique en particulier.

Nous devons essentiellement faire face à deux choses : d'une part la conjoncture, et d'autre part la manière de relier cette conjoncture au long terme, qui est l'objet même de la croissance économique.

Lorsque nous avons pris les rênes de l'économie argentine, nous étions confrontés à la pire des trois crises majeures qu'ait connues le pays. Nous avions un déséquilibre monétaire deux fois supérieur à celui de 1975, qui s'était soldé par une explosion inflationniste multipliant par six le taux d'inflation. Imaginez : c'était le double. La meilleure illustration en est l'écart de change — c'est-à-dire la différence entre le taux de change officiel et le taux parallèle — qui était de trois fois, soit 200 %.

Nous faisions face, en outre, à une Banque centrale en faillite, à un déséquilibre budgétaire très important et à des indicateurs sociaux pires que ceux de la veille de la crise de 2001. Dans le même temps, l'inflation progressait au rythme de 1,5 % par jour. Nous avions l'équivalent de quatre bases monétaires arrivant à échéance chaque jour à la Banque centrale sous forme de passifs rémunérés, ce qui générait un déficit quasi budgétaire de 10 points de PIB, et l'équivalent de dix bases monétaires de dette du Trésor national arrivant à échéance au jour le jour. Autrement dit, en une seule journée, nous pouvions multiplier la masse monétaire par quinze. Nous étions littéralement en hyperinflation.

Il nous fallait donc affronter un déséquilibre budgétaire du Trésor de cinq points de PIB et de dix points à la Banque centrale : au total, 15 points de PIB.

Dans ce contexte, pendant la campagne, je brandissais une tronçonneuse et j'affirmais que je résorberais le déséquilibre budgétaire dès la première année — on me répondait que c'était impossible, même en quatre ans. Eh bien, grâce au talent, à l'audace et au courage de mon ministre de l'Économie, l'architecte du miracle, Luis « Toto » Caputo, nous avons atteint l'équilibre budgétaire dès le premier mois de notre mandat. Autrement dit, au cours du premier mois, nous avons réduit la dépense publique de 30 % et remis les comptes en ordre dès le premier jour.

Toutefois, à la lumière de ce que je viens de vous exposer, ce n'était qu'un tiers du problème : il restait à régler celui de la Banque centrale et celui de la dette. Historiquement, la solution à laquelle l'Argentine a toujours eu recours a été l'expropriation. En tant que libéraux libertariens, nous ne pouvions pas nous permettre l'hérésie de porter atteinte à la propriété privée et de violer les contrats. Et aux côtés du travail considérable du ministre Caputo, le président de la Banque centrale — que j'ai l'honneur de compter parmi nous aujourd'hui —, Santiago Bausili, ainsi que Pablo Quirno, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères et alors secrétaire aux Finances, ont accompli l'exploit de résorber le déficit quasi budgétaire — 10 points de PIB — en six mois.

Au fond, je ne suis qu'un privilégié qui a la chance de pouvoir guider un groupe de géants. L'autre jour, je me trouvais avec l'un des ministres du président Macron et je lui ai présenté mes ministres. J'ai

présenté le ministre Caputo comme l'architecte du miracle. Puis je lui ai présenté Federico Sturzenegger, notre ministre de la Dérégulation, avec qui nous avons déjà mené 18 000 dérégulations, soit quelque 17 ou 18 par jour. Il m'a alors dit : « Mais vous n'avez pas un génie, vous en avez deux ! » Et je lui ai répondu : « Non, ne vous y trompez pas. En réalité, toute mon équipe est composée de génies. » Autrement dit, si j'ai eu un talent, c'est d'avoir su choisir des personnes véritablement extraordinaires, qui nous permettent de mener le meilleur gouvernement de notre histoire.

Mais comment toutes ces pièces de l'architecture macroéconomique s'articulent-elles avec la croissance ? Quelle est notre stratégie de croissance ?

Le premier point, c'est l'inflation. Elle progressait de 1,5 % par jour et aurait pu atteindre entre 15 000 et 17 000 % par an. Comme nous avons coupé net le déficit budgétaire et la création monétaire, l'inflation de 2023 a fini autour de 200 % pour les prix à la consommation et de 300 % pour les prix de gros. Aujourd'hui, elle se situe autour de 30 % pour les prix à la consommation et autour de 20 % pour les prix de gros. Éliminer l'inflation, c'est éliminer la distorsion des prix relatifs et allonger l'horizon de planification du secteur privé. Dès lors, les ressources ne sont plus mal allouées du fait de prix faussés ; cela entraîne un rééquilibrage macroéconomique, des allocations plus efficaces et, partant, un gain de bien-être. Ce gain est acquis une fois pour toutes car, au fond, le jour où l'on en a fini avec l'inflation, cet effet s'épuise.

Le deuxième point, extrêmement important, est que le retour à l'équilibre budgétaire a permis de reconstituer l'épargne, et l'épargne devient une pièce maîtresse du financement de l'investissement. C'est là que la propriété privée joue un rôle fondamental, car toute l'ingénierie de la croissance — j'en détaillerai chacune des composantes — consiste, au fond, à générer de l'épargne et à transformer cette épargne en investissement. C'est pourquoi le respect du droit de propriété était si important dès le premier instant, a fortiori dans un pays qui sortait de cinquante années d'expropriations massives. Il était essentiel de respecter le droit de propriété pour protéger l'épargne, que nous avons en outre stimulée en réduisant le déséquilibre budgétaire, libérant ainsi des ressources pour que le secteur privé puisse investir.

Il y a, en outre, un effet collatéral positif. À notre arrivée, le ratio dette consolidée/PIB de l'Argentine atteignait 100 % et le risque pays s'établissait à 3 000 points de base. Nous avons atteint l'équilibre budgétaire et maintenu cette politique tout au long de notre mandat, et je vous donne ma parole que, tant que j'occuperai cette chaise électrique qu'est la présidence argentine, l'équilibre budgétaire sera maintenu.

En contrepartie, le ratio dette/PIB s'établit aujourd'hui à 39 %. Autrement dit, l'Argentine est l'un des cinq pays au monde à afficher à la fois un équilibre budgétaire après paiement des intérêts et un ratio dette/PIB de 39 %. Corollaire : le risque pays a chuté, jusqu'à passer sous les 500 points de base. Cependant, les événements récents dans le monde — l'Argentine étant un actif à bêta élevé — ont fait remonter le risque pays. Mais dès que toutes ces turbulences internationales prendront fin, le risque pays repartira à la baisse. D'ailleurs, le risque propre à notre administration, jusqu'en 2027, se situe sous les 100 points de base. Par conséquent, si nous sommes réélus, le risque pays va s'effondrer et nous accélérerons notre taux de croissance, très probablement jusqu'à 7 ou 8 % par habitant, cela ne fait aucun doute.

Cela étant dit, quels sont véritablement les moteurs de croissance sur lesquels nous travaillons ? On pourrait dire qu'il y a essentiellement trois piliers.

Le premier est lié au respect de la propriété privée et au rôle fondamental qu'elle joue. La propriété privée peut être attaquée de deux manières. La première passe par l'impôt — et, là aussi, nous avons des choses à raconter. Hier, lors d'une intervention remarquable du ministre Sturzenegger, il a notamment déclaré : « Ne vous avisez sous aucun prétexte d'apporter au Président un projet qui creuserait le déficit budgétaire. » C'est merveilleux. « Et ne vous avisez pas non plus de lui proposer d'augmenter les impôts. »

De fait, nous avons réalisé l'ajustement budgétaire en réduisant la dépense publique, et nous l'avons tellement réduite que cela nous a également permis d'abaisser la pression fiscale de trois points de PIB. Autrement dit, nous avons commencé à rendre de l'argent aux Argentins. Et, selon les simulations de l'équipe du ministre Caputo, si l'Argentine maintenait un taux de croissance d'environ 5 %, nous pourrions restituer aux Argentins près de 500 milliards de dollars d'ici 2031, soit un montant équivalent à notre dette. Ce seraient des ressources considérables rendues aux Argentins. Mieux encore : la suppression de l'impôt inflationniste — l'année précédant notre arrivée au pouvoir, on émettait jusqu'à 13 points de PIB — a permis de restituer 100 milliards de dollars aux Argentins. C'est pourquoi, lorsqu'on observe ensuite la baisse de la pauvreté, elle est si impressionnante.

L'autre manière d'attaquer la propriété privée, c'est la réglementation. Et il en existe deux types.

Il y a une réglementation dont la suppression suscite un vif mécontentement, ce qui explique que le ministre Sturzenegger soit souvent pris pour cible. S'ils l'attaquaient de front, ce ne serait pas un problème, car une personne aussi talentueuse que Federico les désarmerait instantanément. Mais ils le font lâchement, en m'écrivant et en m'envoyant des messages à moi. À un moment donné, Federico avait fait passer quelques mesures. Vous imaginez bien que je fixe les orientations, mais que je ne peux pas suivre chaque détail. Et soudain, les messages ont commencé à affluer sur mon téléphone, mon téléphone explosait, tout le monde se plaignait de Federico. Et je me suis dit : « Quel travail formidable fait Federico ! » Autrement dit, il était en train de mettre fin à une foule de combines.

Alors, Federico, continue comme ça, s'il te plaît : j'adore quand ça se passe ainsi. Il serait plus honnête de l'attaquer directement, mais ils ne le peuvent pas, parce qu'il est en train d'éliminer la corruption.

Il existe donc une partie de la réglementation destinée à créer des chasses gardées — oui, « chasses gardées » est le terme juste —, où les entrepreneurs chassent dans un zoo. Ce sont des réglementations conçues pour enfermer les Argentins.

L'autre type de réglementation est plus complexe. Avec les impôts, vous portez atteinte au droit de propriété, mais vous n'affectez pas le taux de croissance, sauf s'ils sont très lourds. Ils modifient le niveau : ils peuvent conduire à un PIB par habitant plus ou moins élevé, mais n'altèrent pas substantiellement la trajectoire. Il y a en revanche quelque chose de plus complexe : réglementer un marché pour l'assimiler à un marché concurrentiel. Ce cas est bien plus grave, et il est très caractéristique de l'approche néoclassique et de la notion de défaillance de marché. Lorsque vous observez une structure de marché concentrée — dont la contrepartie est l'existence de rendements croissants —, les décideurs publics sont tentés de la réglementer pour la faire ressembler à une entreprise concurrentielle. Or, dès l'instant où vous l'assimilez à une entreprise concurrentielle, cela revient à imposer des rendements d'échelle constants. Et avec des rendements d'échelle constants, il n'y a pas de croissance. Autrement dit, cette réglementation tue la croissance.

Comme je vous l'indiquais, depuis notre arrivée au gouvernement, Federico a mené 18 000 dérégulations. Beaucoup d'entre elles ont balayé les corrompus, et d'autres ont stimulé les rendements croissants, c'est-à-dire ce qui génère de la croissance économique.

Notre deuxième pilier de croissance économique, c'est l'idée qui sous-tend notre ministère du Capital humain. Au fond, l'idée de l'accompagnement social, de l'assistance sociale, a toujours consisté à donner le poisson aux gens.

Il y a une très belle phrase de Milton Friedman, inspirée de la Torah — du livre de Chemot, qui relate la sortie d'Égypte du peuple hébreu : « Un déjeuner gratuit, ça n'existe pas. » Le peuple hébreu qui a quitté l'Égypte l'avait bien compris : le poisson gratuit, c'était l'Égypte. Le poisson gratuit, c'était l'esclavage.

Eh bien, nous ne voulons pas d'esclaves : nous voulons des Argentins libres. C'est pourquoi nous avons changé la politique sociale, au point de changer le nom du ministère : il ne s'appelle ni Développement social ni rien de ce genre, il s'appelle ministère du Capital humain. Et si je le pouvais, j'y accrocherais un portrait géant de Gary Becker.

Il y a quelques jours, j'ai également eu l'immense privilège de m'entretenir avec James Heckman, et ce fut merveilleux, car la manière dont nous avons construit le ministère du Capital humain était parfaitement alignée sur les travaux de Heckman.

Nous mettons d'abord l'accent sur tout ce qui touche à l'enfance et à la famille. Nous ne voulons pas donner le poisson : nous voulons que les gens apprennent à pêcher et, s'ils le peuvent, qu'ils créent leur entreprise. Dans cette logique, le premier maillon est l'enfance et la famille. À notre arrivée, l'Allocation universelle par enfant et ce qui était alors la Prestation alimentaire ou le Plan des 1 000 jours ne couvraient que 40 % du panier de base. Aujourd'hui, avec "ces libéraux sans cœur", ces deux prestations couvrent 100 % du panier.

Plus intéressant encore : nous avons réussi à doubler la prestation qui parvenait aux bénéficiaires sans dépenser un seul peso de plus. Ces péronistes si sensibles, si sentimentaux et si engagés auprès des plus vulnérables avaient des messieurs qu'on appelait « les gérants de la pauvreté », qui conservaient la moitié de l'argent destiné aux plus vulnérables. Lorsque nous avons supprimé cette intermédiation obligatoire, les bénéficiaires n'ont plus eu à passer par ce péage et, automatiquement, les personnes vulnérables ont vu doubler les ressources qu'elles percevaient, puisqu'elles n'avaient plus à payer les gérants de la pauvreté.

Ce n'est pas tout : l'autre pilier concerne la santé. Bien qu'elle ait initialement relevé du ministère du Capital humain, ses difficultés ont exigé qu'elle devienne un ministère à part entière, qui travaille toutefois en étroite coordination avec le ministère du Capital humain. Car si vous avez une population bien nourrie et en bonne santé, elle peut accéder à l'éducation et se former.

Le maillon suivant est le marché du travail, qu'il s'agisse d'y faire entrer les jeunes ou d'y réinsérer ceux qui ont décroché. Là encore, nous avons agi de plusieurs façons. La première consiste à former à nouveau ceux qui ont décroché afin qu'ils puissent revenir. Notre ministre du Capital humain le raconte régulièrement : autrefois, les gens lui demandaient des aides sociales ; aujourd'hui, ils lui demandent du travail. C'est un grand progrès.

Mais ce n'est pas tout. Grâce au travail considérable de notre équipe politique, et en particulier de nos alliés qui n'appartiennent pas à notre parti — dont beaucoup sont présents aujourd'hui et ont

participé à l'Argentina Week —, nous avons pu faire adopter de nombreuses réformes, parmi lesquelles la modernisation du droit du travail, afin que chacun puisse accéder à un marché du travail plus flexible. Dans la mesure où nous pourrons poursuivre les réformes et les consolider dans les urnes — c'est-à-dire si les Argentins décident de continuer sur cette voie —, cela permettra d'accroître l'emploi formel, et nous pourrons alors régler le dernier maillon de la chaîne : la question des retraites.

Ainsi, d'un côté, nous générons des rendements croissants ; de l'autre, nous favorisons l'accumulation de capital humain et l'insertion professionnelle.

Le troisième pilier, c'est l'ouverture de l'économie. Les rendements croissants, c'est ce qu'Adam Smith appelait la manufacture d'épingles. Cette division du travail avait une limite, et cette limite était essentiellement la taille du marché. Or, si nous visons un marché de 48 millions de personnes, c'est un tout petit marché. Nous avons donc décidé de commencer à ouvrir l'économie.

Compte tenu de son PIB par habitant, l'Argentine devrait avoir un taux d'ouverture de 90 % ; elle n'en a que 30 %. Autrement dit, l'Argentine doit tripler le degré d'ouverture de son économie. Naturellement, nous faisons beaucoup en ce sens. Nous avons conclu l'accord avec l'Union européenne, nous avons conclu un accord avec les États-Unis, nous avons l'accord avec l'AELE, nous négocions des accords bilatéraux avec des pays asiatiques et nous visons le Partenariat transpacifique, afin de tripler le volume des échanges de l'Argentine. Cela générera énormément de croissance économique : la taille du marché s'en trouvera élargie, ce qui libérera encore davantage de rendements croissants.

Nous disposons également d'un régime d'incitation aux investissements, le RIGI, grâce auquel nous avons déjà engrangé près de 50 milliards de dollars d'investissements approuvés, et plus de 150 milliards de dollars sont encore en attente d'approbation — un montant véritablement considérable, puisqu'il représente environ un tiers du PIB.

Bien entendu, nous calibrons cette ouverture à mesure que nous parvenons à faire baisser le risque pays. Car si nous visons un marché de 8 milliards de personnes, cela suppose d'énormes économies d'échelle et, en contrepartie, des investissements colossaux. Nous devons être très prudents, car un capital abondant suppose des taux d'intérêt très bas, alors que notre risque pays reste très élevé. Cette transition doit être pilotée avec soin.

Mais nous avons des secteurs véritablement très dynamiques, qui tirent actuellement la croissance : le pétrole, le gaz, les mines et notre agriculture. À cela s'ajoutent nos avancées dans l'économie de la connaissance et l'ouverture que nous menons pour que l'Argentine devienne un hub de l'intelligence artificielle : avec ses terres vastes, inhospitalières et froides, l'Argentine se prête parfaitement à l'implantation de data centers. Nous misons donc aussi sur l'intelligence artificielle comme levier d'accélération de la croissance économique.

Voilà en quoi consiste notre stratégie de croissance.

La question est donc : est-ce que cela fonctionne ? Eh bien, la réponse est oui.

Une autre phrase de Friedman que j'adorais — un peu moins que la première, mais que j'aime beaucoup aussi : il harcelait ses étudiants de questions sur leurs pays, et le principe était toujours le même : d'abord les données.

À notre arrivée, le PIB de l'Argentine stagnait depuis douze ans. En outre, après l'âge d'or de l'Argentine au début du XXe siècle, le pays a choisi d'abandonner le modèle libéral pour emprunter une voie fasciste, c'est-à-dire socialiste, qui a fini par tourner à la catastrophe. Car, à vrai dire, être le premier président libéral libertarien, non seulement de l'Argentine mais du monde, n'a rien de normal. Nous n'étions pas dans des conditions normales de température et de pression : c'était le chaos. C'est pour cela qu'on m'a élu ; dans des conditions normales, cela ne serait jamais arrivé.

Dans ce contexte, au cours des cent années précédant notre arrivée, le taux de croissance moyen de l'Argentine a été de 1 %, un résultat véritablement misérable. Et le pire, c'est que tout cela s'est produit alors que la transition démographique jouait en notre faveur.

Cela étant dit, au cours de notre première année de gouvernement — mesurée à l'aide de l'Estimateur mensuel de l'activité économique, afin de ne pas subir l'effet d'acquis statistique hérité du passé —, le PIB a progressé de plus de 6,5 %. La deuxième année, il a progressé d'environ 4 %. Et si l'on retient les estimations des analystes de marché, ce chiffre pourrait se situer entre 18 et 20 % sur quatre ans.

Ce chiffre est-il important ? Oui. Car lors du second mandat de Cristina Fernández de Kirchner, la croissance a été de 1,5 % sur ces quatre années, tandis que celle de l'OCDE avoisinait 6 %. Sous le gouvernement de Mauricio Macri, l'économie a reculé de 3,8 %, alors que l'OCDE progressait d'environ 7 %. Sous mon prédécesseur, l'économie a pour l'essentiel récupéré ce qu'elle avait perdu sous Macri, dans un monde qui croissait de 5 %. Eh bien, si l'on retient le scénario médian de 18 %, cela signifie que nous triplerions la croissance de l'OCDE. Et ce n'est pas tout : cette croissance serait quatre fois et demie supérieure à celle qu'a connue l'Argentine au cours des cent dernières années.

Et cela fonctionne. Non seulement parce que le taux de croissance est intéressant, mais parce que ce qui est véritablement intéressant, c'est l'autre face de ce qui a poussé le professeur Aghion à se consacrer à la croissance économique, et de cette phrase si saisissante de Robert Lucas Jr. : la pauvreté, une fois les chiffres rétablis dans leur vérité, s'élevait à 57 % ; elle se situe aujourd'hui autour de 30 à 32 %. Autrement dit, nous avons sorti de la pauvreté un quart de la population argentine. Nous avons sorti de la pauvreté 12 millions d'êtres humains.

Vingt pour cent des Argentins vivaient dans l'indigence — vous avez bien entendu —, dans le pays des denrées alimentaires, un pays capable de nourrir 500 millions d'êtres humains. Le système politique avait laissé 20 % des Argentins sans de quoi manger. Ces 20 %, nous les avons ramenés à 6 %.

Et les enfants, qui sont notre avenir : à notre arrivée, le taux de pauvreté des enfants était de 70 % ; il est aujourd'hui de 42 %.

Je ne dis pas que la photographie est bonne. La photographie reste effroyable, la photographie reste terrible. Mais, sans l'ombre d'un doute, c'est le meilleur film de l'histoire argentine.

Et pour conclure, je tiens à remercier. Remercier mes maîtres : des maîtres comme Philippe Aghion, Xavier Sala-i-Martín ou Robert Lucas Jr., qui m'ont formé à la croissance économique, ou encore les Autrichiens qui m'inspirent au quotidien, comme Mises, Rothbard ou Hayek, ceux-là mêmes qui ont inspiré la construction de cette vision qui est la mienne : faire que l'Argentine redevienne grande.

Mais la vision ne suffit pas. La vision seule ne suffit pas. C'est pourquoi ma plus grande gratitude va aussi à ces géants que j'ai pour ministres, pour gouvernement, et qui sont en train de faire de cette idée une réalité.

Et enfin, ma plus grande reconnaissance va à mes proches, car ce sont eux qui subissent les effets collatéraux du fait que l'on ait eu le courage de décider de changer l'histoire décadente d'un pays pour le rendre de nouveau grand.

Merci infiniment.